« MASTERISATION » : PROCHAIN RENDEZ-VOUS UNITAIRE LE 15 DECEMBRE

Dans les écoles, les collèges et lycées, l'enseignement supérieur et la recherche, les attaques contre le service public se multiplient. A l'instar de la loi LRU dont nous demandons l'abrogation, elles visent à la déstructuration et à la recomposition de l'ensemble du service public. La mise en concurrence des établissements et des personnels, l'extension de la précarité, l'individualisation forcenée des salaires (primes pédagogiques, d'excellence scientifique ou de fonctionnement et de résultat pour le supérieur) entravent les libertés tant scientifiques que pédagogiques de tous les acteurs du service public. De la maternelle à l'université, sous couvert d'une autonomie dévoyée, la concentration des pouvoirs (recrutements, évaluations, avancements de carrières, charges de travail, répartition des dotations...) entre les mains des chefs d'établissement, est la marque de fabrique des réformes néo-libérales et liberticides du gouvernement.

Les projets gouvernementaux, menés avec autoritarisme, concernant la formation des enseignants sont extrêmement brutaux et totalement inacceptables. Alors que l'échec scolaire et les difficultés sociales grandissantes de nombreux élèves rendent nécessaire l'amélioration de la formation des enseignants, tout au plus les futurs enseignants pourront suivre dans leur cursus des stages (non obligatoires, en nombre insuffisant et sans année complète rémunérée de formation post-concours) et quelques modules optionnels sacrifiant le potentiel des IUFM. L'offre de masters risque d'être déstructurée dans son ensemble. C'est le potentiel de formation à la recherche et la recherche elle-même qui se verraient affaiblis durablement. Faute de postes, c'est la mise en extinction des concours de la fonction publique.

Le SNESUP demande le retrait de ces projets, élaborés sans aucune négociation, et la discussion d'un tout autre projet.

Devant la gravité et l'urgence de la situation, le SNESUP appelle à :

- participer, sur la base de nos revendications, à la protestation initiée par la CDIUFM le 7 décembre dans les établissements ;
- s'associer aux prises de position et aux actions contre le projet de réforme du lycée présenté le 10 décembre au Conseil Supérieur de l'Education ;
- faire une réussite de la journée unitaire de mobilisation sur la formation des maîtres (parents, lycéens, étudiants, enseignants, enseignants-chercheurs) du 15 décembre, pouvant se traduire par des initiatives de grèves, des rassemblements, des assemblées générales de débats, des manifestations.

Le Bureau National du SNESUP le 1^{er} décembre 2009

F
L
A
S
H

Enseigner est un métier qui s'apprend !

**Nous refusons la réforme actuelle de la formation des enseignants
et exigeons d'autres choix !**

(UNEF - FSU, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNUEP-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU – Fédération UNSA Education,
SE UNSA, Sup Recherche UNSA, A et I UNSA, SNPTES UNSA, SI.EN UNSA - SGEN CFTD -
FERC Sup CGT, CGT Educ'Action – FCPE – UNL – FIDL)

<http://www.snesup.fr/Le-Snesup/L-actualite-du-SUP?aid=4548&ptid=5>

UN SUCCES A REPRODUIRE DANS LA LUTTE CONTRE LES RCE !

Nous venons de recevoir le jugement du TA de Grenoble : il donne raison à notre recours et annule la délibération du CA du 23 juin autorisant le passage aux RCE, prise en catimini, sans information ni débat au sein de l'université et (ce qui a motivé le recours) sans consultation préalable du CTP. Cela devrait servir de point d'appui pour les autres recours sur des situations analogues encore en instruction et aider à bâtir un éventuel recours en Conseil d'Etat contre le décret listant les établissements de la prochaine vague de passages aux RCE.

Prochaines étapes pour Grenoble 1 : passage de la question au CTP le 8 décembre et au CA le 15 décembre, notre président se sentant toujours dans la course pour passer aux RCE le 1^{er} janvier 2010.

Après la bataille juridique, chaude bataille politique en perspective pour convaincre tout d'abord les membres du CTP, puis surtout ceux du CA, que l'université et les personnels n'ont rien à gagner à ce passage anticipé aux RCE. Prendre une telle décision sans une large consultation des personnels est un déni de démocratie.

Enquête intersyndicale sur la Précarité. 4000 réponses sont arrivées. Il est encore possible de la remplir en ligne jusqu'au 18 décembre : www.precarite-esr.org. Contacter les enseignants ou BIATOSS précaires que vous avez autour de vous.

SIGNER, FAIRE SIGNER

- Pour une amélioration des salaires et des carrières, contre la PES : <http://www.petition-pes.fr/?petition=2>
- Contre les nouveaux fichiers « EDVIGE » : <http://actu.fsu.fr/spip.php?article1958>